



**Nous n'avons pas les mêmes valeurs !  
Quelle est la priorité ? L'économie, la finance ou la Santé ?**

Les organisations syndicales ont été reçues le 20 mars par le Préfet de la Mayenne et le Directeur de la DIRECCTE de la Mayenne pour échanger sur la situation de crise sanitaire actuelle.

Exemples à l'appui, nos organisations CGT, FO et FSU ont porté la parole des salarié-es qui refusent qu'au nom du maintien de l'activité économique souhaité et défendu par les services départementaux de l'État, on mette en danger leur santé et celle des autres.

Elles ont dénoncé l'incohérence totale à laisser fonctionner des entreprises ne relevant pas de secteurs essentiels dans un moment où les plus hautes autorités de l'État avec l'expertise des scientifiques affirment que la priorité absolue réside dans la limitation de la circulation du covid 19.

A la demande d'une intervention pour que soient fermées les entreprises dans lesquelles la présence du coronavirus est avérée et pour que soient rappelés aux entreprises leurs droits et devoirs, les services de l'État ont renvoyé sur l'application stricte du droit en vigueur n'obligeant pas les fermetures....

Nos organisations constatent ainsi que certaines entreprises, avec l'assentiment des services de l'État, n'ont manifestement pas pris la mesure de la situation sanitaire pourtant gravissime en continuant à nier la nécessité de bon sens qui serait celle de leur fermeture.

Nos organisations dénoncent les pressions subies par les entreprises qui ont pris leur responsabilité en fermant pour protéger les salariés, de la part des tutelles pour qu'elles rouvrent.

L'Italie vient d'annoncer la fermeture des secteurs non indispensables à la survie du pays. La France attend -elle que nous vivions la même situation pour prendre les mêmes mesures ?

Qui ira annoncer le décès d'un salarié qui a été obligé de rester travailler dans une entreprise non essentielle au nom de la sacro-sainte vision libérale de macron et de son gouvernement ?

Dans ce moment exceptionnel, nos organisations contestent cette vision de classe effrayante qui fait passer l'économie avant la vie des salarié-es qui de plus, dans la majorité des cas n'ont aucun moyen de protection à leur disposition !

Nos organisations dénoncent les mesures s'attaquant aux droits des salariés, jugées d'effort raisonnable par le gouvernement. La situation sanitaire du pays, ne peut pas justifier les attaques contre le code du travail, les droits des salariés. Ces mesures n'ont qu'un objectif, : obliger les salariés à travailler en les mettant en danger.

L'heure n'est pas à une quelconque « guerre économique » mais bien à la lutte contre la propagation du virus !

**Nos organisations appellent solennellement à fermer toutes les entreprises non essentielles et à mettre à disposition les moyens de protections pour les salariés des secteurs indispensables à la guerre contre le virus.**

**Non, la priorité n'est pas à la finance et l'économie du pays, mais à la Santé !!!  
Fermons les entreprises non indispensables**

Laval, le 22 mars 2020